

CUBA : GEOPOLITIQUE DE L'UTOPIE

PAR

YVES ROUCAUTE (*)

« *Il est vrai qu'on peut s'imaginer des mondes possibles, sans péché et sans malheur, et qu'on pourrait faire comme des romans, des Utopies, des Sévarambes* », écrivait Leibniz, dans sa *Théodicée* (1). Il ajoutait : « *mais ces mêmes mondes seraient d'ailleurs fort inférieurs au nôtre* ». Le philosophe aurait sans doute été étonné de voir la modernité sortir l'Utopie du monde des possibles où elle avait été cantonnée jusqu'au début du XIX^e siècle, pour tenter de la territorialiser sur la moitié du globe. Mais il l'aurait été beaucoup moins de constater ce qu'une telle effectivité pouvait produire partout où elle a été tentée, des mondes de terreur et de misère, indéniablement « fort inférieurs » aux sociétés dont ils prétendaient être des contre-modèles idéaux.

Certains moralistes, pour sauver l'idée même d'utopie, ne manqueront pas de prétendre qu'œuvre de l'imagination et de la raison, l'utopie n'est pas originellement destinée à être réalisée. A les en croire, l'utopie a consubstantiellement une forme « négative », dite encore « critique ». Elle constituerait un simple aiguillon pour l'action en présentant un Idéal de la raison politique. Certes, ce toponyme d' « utopie », forgé par Thomas Morus dans son ouvrage *De optimo reipublicae statu, deque nova insula Utopia* (1516), a aussi un usage « critique », critique de l'Angleterre des *enclosures*, du capitalisme marchand naissant, des manufactures de laine, du salariat, de la faim, de la mendicité, des guerres... Créé à partir de « *ou* » (non) et « *topos* » (lieu), il s'agit d'opposer à cette Angleterre réelle, qui s'engage dans la révolution industrielle, un « non-lieu » imaginaire, « pays de nulle part », c'est-à-dire qui n'existe pas. Avec un jeu de mots à la clef : « *Utopia* », c'est « *Udetopia* », lieu d'aucun temps, ni passé, ni présent, ni avenir, ce qui interdirait sa réalisation dans l'histoire. On trouve ce même aspect « critique » dans *New Atlantis* (inachevé, 1626) de Francis Bacon, *La Città del Sole* (1602) de Campanella, *La Salente du Télémaque* (1699) de Fénelon, *Histoire des Sévaramba* de Denis Vairasse (roman de 1677), évoqué par Leibniz ...

(*) Agrégé de philosophie et de science politique. Professeur des Universités à la Faculté de droit et de sciences sociales de Poitiers.

(1) I^{re} partie, 10.

Néanmoins, hors certaines motivations des premiers utopistes, en particulier le souci humaniste et chrétien de Thomas More mis en évidence par R.W. Chambers (2), on peut douter de la pertinence néo-kantienne de cette séparation entre utopie à vocation « critique » et utopie « positive ». Tout au plus peut-on accepter de distinguer « utopies » et pures fantaisies imaginatives à vocation uniquement « critiques » que sont les attaques des abus de leur temps du Voyage de Gulliver, de Rabelais à l'Eldorado de Voltaire en passant par l'île du roi Zamé de Sade.

Les « utopies » nées dans le sillage du platonisme de Thomas More ont une vocation naturelle à se positiver. Œuvres d'imagination et de raison, elles se présentent comme contre-modèles idéaux destinés à éclairer les politiques « vertueux » sur ce qu'il convient de faire. « Utopie » c'est encore « Eutopia », l'île heureuse, le phare vers lequel il faudrait diriger son vaisseau amiral. Le titre latin du texte de More le dit : il s'agit, après avoir critiqué la société existante (Livre I de l'*Utopie*), de présenter aux dirigeants politiques, et, subsidiairement, à la population, « *la meilleure forme de communauté politique* ». S'avance ainsi nécessairement une acceptation « positive » de l'utopie avec son contenu significatif, qui est bien plus que le « principe espérance » d'Ernst Bloch (3), destiné à protester contre le « vide » de l'homme moderne perdu dans un univers désenchanté, loin de Dieu.

Il est symptomatique que le Livre II de l'*Utopie* de Thomas More, qui décrit l'utopie positive proprement dite, l'île d'Utopie, fut écrit avant le Livre I, qui est la critique raisonnée de l'Angleterre. Derrière ce monde utopien imaginé, se glisse le « point de vue » des utopistes, à la façon dont nombre de philosophes partisans des « droits naturels » vont glisser dans l'état de nature, sous couvert de la Raison chargée de les légitimer, leurs propres sentiments et affects, leurs ressentiments et refus. Or, du point de vue du contenu, les utopies possèdent toutes une matrice reprise légitimement par les communismes territorialisés : au nom de la Morale, elles prônent l'ordre nouveau d'une nation d'hommes nouveaux, « membres » d'une « communauté » fraternelle d'Egaulx (et non-éléments d'une « association »), sans classes, sans conflits, sans tensions, sans pluralisme politique, sans droits civiques. Cet Etat qui ne dit pas son nom (toutes les utopies possèdent leurs appareils de répression et de contrôle politique qui quadrillent la société), abolit la distance du politique d'avec la société civile et la famille, et se trouve dirigé par une aristocratie, avant-garde éclairée, qui seule a accès au pouvoir politique (les sages, « vieillards expérimentés » chez Thomas More) et un prince, guide et chef d'Etat (le « citoyen le plus moral »). Ainsi chacun vit sous la surveillance de la vertu personnifiée, selon ses besoins moralement acceptables, dans le cadre d'un système de redistribution égalitaire, contrôlés de la naissance à la mort par un appareil étatique qui sanc-

(2) *Thomas More*, 1935.

(3) Ernst BLOCH, *Esprit de l'Utopie*, 1923.

tionne la dissidence par la peine de mort, la mise en esclavage et, exceptionnellement, dans les cas d'adultère, la rééducation.

Le « point de vue » politico-social des utopistes de la Renaissance est clair : refus de la « société marchande », du marché et de sa fameuse « soif de l'or » (critiquée jadis par Virgile), avec interdiction de la monnaie, des échanges hors troc, de l'intérêt, et de toutes les catégories sociales bourgeoises et « embourgeoisées », salariat compris, qui ont un rapport avec ces activités ; refus des droits civiques, politiques et sociaux, au nom d'une démocratie populaire maîtrisée par une élite qui interdit la propriété, les libertés de communication, de libre circulation des marchandises et des hommes, de rassemblement, de manifestation, de pétition, de réunion non encadrée, avocats et appels.

La forme choisie pour exprimer cet Idéal, l'utopie, n'est elle-même pas innocente. œuvre conjointe de la Raison et de l'Imagination, elle tient à distance toute critique rationnelle qui prétend s'appuyer sur le réel au nom du droit d'espérance, et toute imagination concurrente au nom de la Raison. Ce qui est, ne vaut pas ce qui « devrait être ». Et lorsque se construiront les utopies effectives communistes, comme le notera Karl Popper, on verra qu'en effet aucune donnée ne pourra les falsifier puisque le réel y est invalidé *a priori*, et, je me permets de l'ajouter, toute œuvre d'imagination concurrente aussi ; il sera toujours possible de répondre aux critiques du « socialisme réel » qu'il est une « phase de transition » (LÉNINE, *L'Etat et la Révolution*) qui ne peut être jugée qu'à son objectif imaginaire ultime, la « société communiste » (« *société sans classes et sans Etat* », disait Lénine), et non à sa réalisation *hic et nunc*.

Ce qui change avec la modernité, ce n'est pas le « point de vue », ce n'est pas la « positivité », c'est le surgissement d'une pensée qui va s'emparer du modèle idéal pour le rendre « effectif », par *la résolution de la question des conditions de possibilité de réalisation de l'utopie*. On doit ce changement d'abord à la puissance de la pensée positive, telle qu'elle a été impulsée par l'école d'Auguste Comte, qui assigne à l'utopie un rôle de guide pratique dans la construction concrète des institutions (4) (voire des sciences) et qui conçoit ce rapport de l'imaginaire au réel comme un fossé à combler et qui peut l'être. Le premier « marxisme » (qui est une pensée positive), en décidant, suivant la thèse de Friedrich Engels (contre les saint-simoniens, Fourier, Weitling ...), que l'opposition entre socialisme scientifique et socialisme utopique se situe sur ces conditions de possibilités de résorber la distance de l'idéal au réel, se contente donc de pousser de façon conséquente la logique de l'Utopie jusqu'au bout : si l'utopie est ce phare qui doit guider les embarcations territoriales-étatiques vers le meilleur des mondes possibles, avancer vers Utopie certes il le faut, mais pourquoi ne pas accoster au port quand

(4) *Discours préliminaire*, 5^e partie, « Politique positive 1 ».

c'est possible ? Pourquoi ne pas construire l'île en coupant les isthmes symboliques, comme le fit le prince Utopus chez Thomas More, ou les montagnes symboliques, selon l'image de Mao ? Ce fut, plus tard, encore l'interprétation du théoricien social-démocrate Karl Kautsky, dans *Thomas More et son utopie* (1888), qui considère l'ancien Chancelier d'Angleterre comme un précurseur du « socialisme scientifique ». Ce fut plus encore celle du « mouvement communiste international » durant le XX^e siècle, qui a évacué les aspects christiques et humanistes de l'Utopie pour s'emparer du modèle utopien à la mode « communiste » (5), et qui a gravé le nom de Thomas More sur une stèle de la Place rouge à Moscou, parce qu'il pouvait l'être en effet.

Cette condition de possibilité est encore offerte par l'émergence et la multiplication des fictions d'Etats-nations, concomitante d'une pensée réaliste qui met l'Etat au cœur du processus de libération de l'homme. Ainsi est-on passé de l'Etat-Providence pour atteindre, ce que j'ai appelé ailleurs, un Etat-Prévoyance (6), où l'on prétend faire le bonheur du peuple contre lui-même. L'« avant-garde » ce sont ces « sages » vertueux éclairés par la vision du Bien final qui détruira, c'est la théorie de la révolution sociale et culturelle, jusqu'aux fondements de l'ancien monde, de la société « bourgeoise », pour parvenir à la société sans classes et sans conflits, à la « société communiste » décrite par Karl Marx dans un *Manifeste communiste* (1848) aux fortes connotations « moriennes ».

De ce passage de l'utopie « positive » à l'utopie « effective », Cuba est scientifiquement et épistémologiquement le cas le plus intéressant, car le plus proche du modèle idéal morien. Cet archipel est pour la pensée utopique effective ce que la France était pour l'Etat d'après Hegel : une objectivation quasi parfaite.

Entre Cuba et l'Utopie, tout paraît se passer en effet comme si la notion, produite de cet usage de la raison technicienne au service de l'imagination (anticapitaliste), avait trouvé là son lieu d'effectivité idéale, et comme si, en retour, l'île révélait le secret notionnel de toute utopie ; « notion » et non « concept » car produit sous la direction de l'imagination, d'où le « romantisme » qui s'y attache, le paradigme utopien n'est pas scientifique et ne produit pas de « concepts ».

Exemplaire conjonction qui permet de penser, en géopolitique, le poids de l'insularité et des représentations et de saisir certaines des raisons de ce double paradoxe : qu'au cœur de la Méditerranée américaine, un régime d'Etat total résiste à toutes les tempêtes qui ont abattu (Est de l'Europe) ou courbent (Chine et Asie du Sud-Est) le communisme, ruinant au passage les thèses d'Alfred Mahan et de ses disciples sur la « *sea supremacy* » des Etats-Unis arrêtée à 180 kilomètres de Miami par un Etat de 110 922 kilo-

(5) Et non la lecture en diagonale (Leo Strauss) « romaine », certes plus subtile mais sans efficace politique, qu'en fit R.W. CHAMBERS dans son *Thomas More* (1935).

(6) *La République contre la Démocratie*, Paris, Plon, 1997.

mètres carrés et de plus de 11 millions d'habitants ; qu'au cœur des communications entre les deux Amériques et entre les Amériques et l'Europe, alors même que la mondialisation et la puissance de forces transnationales paraissent devoir ranger auprès du rouet de la machine à tisser la territorialisation nationale-étatique, celle-ci résiste à tous les coups de butoir et affiche la puissance d'un Etat sur un territoire, pour une nation.

On ne s'étonnera pas de notre insistance sur le poids des hommes, des « grandes individualités historiques » (7). Sans Fidel Castro, Utopus moderne, chef de l'« avant-garde », l'utopie ne serait restée qu'un songe, tout comme l'Etat quasi parfait n'aurait pu être accompli en France sans ces grands chefs jacobins, héritiers de la monarchie absolue. A la façon de Napoléon Bonaparte (la « *raison à cheval* », disait Hegel) et de ces grands démagogues qui, sur ses pas, façonnèrent le XX^e siècle dans l'horreur (*Les Démagogues*) (8) en jouant avec l'imaginaire de leurs concitoyens, notamment l'imaginaire religieux, pour conjuguer nationalisme et socialisme, Fidel Castro s'est appuyé sur l'imaginaire cubain, utilisant en miroir sa puissance de mobilisation, prenant et conservant le pouvoir au nom de cet étrange Idéal (politico-éthique) de la raison humaine (9), l'utopie effective, qui mixte nationalisme, égalitarisme et sacré ; une manière de gouverner qui, en retour, rend ce régime utopien insensible aux preuves et épreuves ; une insensibilité qui surprend les scientifiques, puisqu'elle organise *par la puissance de la représentation*, le décrochage de la réalité au nom du l'épopée de l'Esprit Universel réalisé par et dans l'archipel utopien, se moquant au passage des schèmes de la pensée de la fin des idéologies ou de la déterritorialisation.

La survie de Cuba, de son régime, de ses ambitions, montre que la généralisation du développement économique de type capitaliste à l'ensemble de la planète n'implique pas la disparition des tensions géopolitiques, et qu'abattre des représentations est plus difficile qu'ouvrir une brèche dans un mur.

HÉRITAGE CASTRISTE

Si Fidel Castro a pu devenir le prince Utopus de la modernité, et le rester, il le doit d'abord à la situation exceptionnelle de l'imaginaire dans l'archipel modelé par la position géopolitique, l'histoire, la politique. Héritage dont il va pouvoir jouer pour prendre le pouvoir et conquérir les consciences cubaines.

(7) G.F. HEGEL, « Die Vernunft in der Gerschiichte », *La Raison dans l'histoire*.

(8) *Les Démagogues*, Yves Roucaute, Paris, Plon, 1999.

(9) « Nous devons avouer que la raison humaine ne contient pas seulement des idées mais aussi des idéaux (...) qui ont la force pratique et qui servent de fondement à la possibilité de perfection de certaines actions », E. KANT, *Critique de la raison pure*, 2^e division, I, II, chap. III, 1^{re} section.

Insularité et effets de légitimation utopienne du castrisme

Entre l'Utopie et Cuba, la première corrélation qui frappe est évidemment leur statut d'« île ». Les créateurs d'Utopie, on s'en souvient, imaginaient le plus souvent leur Idéal réalisé dans une île. Difficile de ne pas voir derrière cette imagination qui entoure une terre politique d'eau, qui plus est d'eau salée, le symptôme d'un désir de maternage généralisé pour des citoyens infantilisés. Désir confirmé par l'ensemble des textes utopiens qui font coller les citoyens à la Cité qui a le devoir de les protéger, y compris contre eux-mêmes; ce qui annonce le passage de l'Etat-Providence à l'Etat-Prévoyance. Ainsi, chez Thomas More, l'île Utopie est racontée par le navigateur portugais Raphaël Hytloedée qui l'aurait rencontrée, territoire clos protégé de l'horreur, de l'adversité, et, finalement de l'Autre, par un immense mur-océan. Dans *La Cité du soleil* de Campanella, l'histoire se présente comme un dialogue entre le commandant d'un navire génois, hôte du grand maître des hospitaliers, qui narre son voyage dans l'île Tropobana, tout aussi protégée de toute rencontre avec l'Autre, sinon par accident, hasard non reproductible.

Outre ce désir premier d'être protégé par la mer de toute altérité, de l'extériorité, la science politique doit y lire aussi la condition de possibilité la plus aisée de faire coller « naturellement » une structure politique totalisante, un Etat qui ne dit pas nécessairement son nom, à une structure géographique fermée qui n'a plus à se préoccuper de la question des « frontières », de la diversité des populations, de zones incontrôlables par un centre peu identifiable, qui serait trop loin ou trop évanescent. Ce que confirme l'œuvre de Thomas More elle-même : Utopie n'était en effet pas une île à ses débuts. La terre d'Abraxa est devenue Utopie par la volonté du chef guerrier Utopus de couper cette terre du continent.

Difficile de ne pas lire le même souci de séparer le Bien du Mal dans le projet communiste de couper leurs territoires étatiques des régions malsaines du « monde capitaliste ». Déjà perceptible dans le « phalanstère » de Fourier qui imaginait une île en pleine terre (10), ou dans le « village de la coopération », la Nouvelle Harmonie, de l'Écossais Robert Owen (11). Les Etats communistes tentent l'île par l'artifice. A cet égard, le Mur de Berlin n'est que le paroxysme atteint par ce désir de frontières hermétiques pour construire un « mur » visant à détruire l'isthme qui, en reliant le monde communiste au monde capitaliste, menaçait la pureté du communisme et tout lien avec l'Autre.

Cadenasser les frontières, placer des barbelés, construire un mur, Cuba n'en a pas besoin. L'archipel colle de façon quasi parfaite au concept *politique* d'île. Sans tomber dans le travers du géographisme qui expliquerait les

(10) *Théorie des quatre mouvements*, 1808.

(11) *Le Livre du nouveau monde moral*, 1836.

mouvements de l'histoire comme expression de lois géographiques, la géographie des lieux joue indéniablement un rôle déterminant. Il faut entendre île comme une « étendue de terre ferme entourée d'eau de toute part » (12), étant entendu que l'on élimine de ce concept les îles-continentes ainsi que toute portion de terre entourée d'eau sur laquelle la population ne vivrait pas ses contacts avec les autres au travers des représentations et d'échanges (biens, personnes, signes) dont la mer serait le centre. S'il existe en ce sens d'innombrables îles, beaucoup néanmoins n'ont pas la perfection qui permet de parler d'île *au sens politique*, de coller un régime politique à une île. Certaines sont dépendantes d'un centre qui se trouve dans une autre zone, d'autres sont coupées en parties, d'autres participent d'un régime ou d'un sous-système qui réduit leur particularité insulaire : ainsi les îles colonisées, comme la Guadeloupe qui dépend de la France ; ainsi l'île de Saint-Dominique ou Bornéo, coupées en deux ; ainsi Sumatra, île d'un régime insulaire dont le centre est à Java, accouplée avec d'autres îles aux caractéristiques propres, avec lesquelles il faut politiquement composer ; ainsi les 992 îles Salomon qui, malgré leur unité ethnique (Mélanésien à 94 %), religieuse (Chrétiens), politique, ont une cohésion politique peu efficace en raison de la multiplicité insulaire, de l'éloignement et de la faiblesse du centre.

Rien de tout cela à Cuba. Ce qui pourrait s'écrire, en insistant sur l'unicité, Cuba = UN archipel ; les 5 archipels d'îles et îlots (1500) de peu d'importance qui entourent Cuba étant totalement intégrés, contrôlés et structurés autour de l'île centrale et de son centre, La Havane, sorte d'Amarante de Thomas More. La mer est alors un principe unificateur qui unifie, isole et protège au milieu de l'espace formé par le réseau des îles et des États de la Méditerranée américaine, entraînant des comportements épistémologiquement réalistes et pragmatiques de façon plus encore absolue que l'Angleterre du Traité de Vienne dont Henry Kissinger avait noté les mêmes effets d'insularité.

Les représentations cubaines font foi de ces éléments. Au cœur, la mer : « nous descendons tous des bateaux », dit Alejo Carpentier. Conquistadores, esclaves arrachés du golfe de Guinée et des forêts de Mayombé, coolies chinois, colons français fuyant Haïti révolutionnaire au XIX^e siècle, paysans des îles Canaries venus récolter le tabac, Indiens venus du Yucatan, petites communautés de Japonais, Nord-Américains, Suédois, tous sont venus par la mer, tous rêvent d'une histoire imaginaire issue d'un voyage à travers les mers jusqu'à cet Eldorado, symbolisée par « leur » poète José Martí, porte-parole de l'indépendance, pèlerin voyageur qui a parcouru le Mexique, le Venezuela, le Guatemala, les États-Unis, la Jamaïque avant de revenir mourir sur cette terre, tous rêvent l'île protectrice qui leur a donné le salut et rendu vie. Tous se retrouvent autour du « son », symptôme de cette

(12) *Dictionnaire de géopolitique*, Yves LACOSTE (dir.), Paris, Flammarion, 1995.

culture cubaine, la salsa bien entendu, espagnole et africaine, et les septetos traditionnels. Une fierté d'être « né » là, qui passe par Christophe Colomb (27 octobre 1492) et José Martí.

Les 3500 km de côtes font la frontière et la légitimité. C'est bien pourquoi il est absurde de jouer l'« isolement » contre les Cubains. Le débarquement de la baie des Cochons, le 19 avril 1961, était une erreur manifeste d'appréciation de l'imaginaire cubain : soutenu par un ennemi nettement identifié (les Etats-Unis), il était l'œuvre de 1500 Cubains qui ne vivaient pas sur le territoire et n'avaient donc plus de légitimité puisque « déterritorialisés », « désinsularisés ». Accusations, menaces, embargo, voire blocus et actes de guerre, sont les vents qui maintiennent l'île au large. Loin d'être un argument contre le castrisme, toute mise en isolement le renforce et elle détruit les passerelles, l'isthme symbolique, dont le régime ne veut pas. Son propre isolement ? Fidel Castro saura en faire, jusqu'à nos jours, un argument central de propagande pour légitimer son pouvoir, comme seule digue contre l'Autre, l'ennemi. Son isolement international dans la Méditerranée américaine, c'est la reproduction politique de la situation géographique dans l'imaginaire commun, dans lequel la grande masse des Cubains se reconnaissent.

Nationalisme insulaire et effets de légitimation utopienne

Dans l'île d'« Utopie » de Thomas More, les Utopiens sont fiers non seulement de leurs institutions et de leurs dirigeants, mais tout simplement de n'être pas Autres. Les Utopiens sont des nationalistes, quand bien même ils ne le savent pas. Leur refus de communiquer avec les populations alentour pour conserver leur pureté d'Utopien, hors quelques échanges économiques limités, explique les guerres de voisinage et que les seuls étrangers vivant sur l'île soient des « esclaves »; appelés par Thomas More, esclaves « naturels » quand ce sont des prisonniers de guerre, des condamnés à mort des autres pays achetés par Utopie, et des travailleurs saisonniers; esclaves sociaux encore quand il s'agit de dissidents condamnés qui ont échappé à la peine de mort, mais qui, traîtres à l'île, à son esprit insulaire, sont renvoyés dans l'altérité et le Mal.

Cette fermeture aux autres, Cuba l'exprime nettement. Son nationalisme exacerbé sera l'une des raisons du conflit entre Che Guevara et Fidel Castro, quand celui-ci postulera à sa façon, déjà expérimentée par Staline contre Trotski en Europe, le « socialisme dans un seul pays » d'Amérique. Le sentiment de cette « petite différence » (Freud), méconnue de la CIA durant un quart de siècle, on le retrouve parfois exaspéré dans quelques-unes des îles voisines mais elle s'est ici construite singulièrement.

Cuba est d'abord une terre qui colle à une nation. Une même langue, l'espagnol et une référence à l'« hispanité », ce que saisit parfaitement le géné-

ral Franco qui a toujours maintenu de bonnes relations avec Cuba castriste. Une influence religieuse à nette dominante catholique, avec ce particularisme afro-cubain qui mêle culture polythéiste des anciens esclaves noirs et religion monothéiste des colons espagnols, qui a conduit à « traduire » selon « la règle d'Ocha » les référents culturels (par exemple : Obatalà et Notre-Dame de Grâces, Babalù Ayé et Lazare...); traduction qui n'enlève pas mais renforce ce sentiment d'être du monde catholique, ce qui explique la façon dont Castro, tout en persécutant les hommes d'Eglise, a tenu à la venue du Pape qu'il présentait comme « son » succès. Une intégration « ethnique », au moins officielle, des métis et des Noirs avec la population blanche, intégration qui s'opère autour de la population blanche et de son hispanité, ce qui explique l'absence de Noirs et de métis aux directions de l'Etat et du parti.

Les Cubains ont aussi le sentiment de leur « grandeur ». Ce dont les armoiries nationales témoignent, avec, au chef, leur clef dorée entre deux montagnes et un soleil levant sur la mer symbolisant la position centrale de Cuba dans le golfe du Mexique, entre les deux Amériques et entre les Amériques et l'Europe. Ils apprennent par l'histoire officielle qu'ils sont au centre géopolitique de la Méditerranée américaine, et, finalement, du monde. Habitants de l'île principale des Antilles, ils se savent objets de désir des grandes puissances depuis le XVIII^e siècle. Ancienne résidence privilégiée de pirates et corsaires (le « crocodile des Caraïbes »), espace convoité par les colonisateurs européens, Espagnols, bien sûr, mais aussi Anglais (qui l'occupent de 1762 à 1763). Sur la route Europe-Amérique, les Espagnols tentèrent jusqu'au bout de conserver cette île stratégique, qui était déjà le point de réunion des flottes de Philippe II d'Espagne en 1561. L'indépendance les a rendus objet du désir des Etats-Unis, puis de l'URSS et des Etats-Unis, les super-puissances du monde bipolaire.

Le passage de cette reconnaissance de soi (l'« exceptionnalité cubaine ») au nationalisme exacerbé s'est formé au XIX^e siècle. Si Cuba se distingue de ses consœurs, les autres colonies espagnoles des Caraïbes, pour n'avoir pas tenté l'indépendance lors de l'occupation de l'Espagne par Napoléon Bonaparte, c'est précisément en raison de cette conscience d'occuper une position centrale. Les élites cubaines se seraient bien lancées dans la guerre d'indépendance si elles n'avaient craint l'aventure politique qui leur aurait fait perdre ce statut, à en juger notamment par la révolte des esclaves de Saint-Domingue ou, plus tard, la rébellion de Morant Bay en 1865 en Jamaïque (ex-colonie britannique), qui conduisirent ces archipels à la ruine économique. Nombreux dans l'élite nationaliste étaient ceux qui souhaitaient une autonomie partielle comme à Porto Rico. La dernière révolte, celle de 1895, qui vit mourir José Martí, dont Fidel Castro ne cesse de se réclamer, et qui aboutit à gagner les consciences en 1898 à l'indépendance, était un pari : le temps de l'Espagne étant terminé, Cuba rêvait de conserver une puissance

souveraine. Un rêve meurtri, qui allait pousser au paroxysme nationaliste la « petite différence » et lui donner sa particularité « anti-impérialiste ».

Le fait que cette indépendance dut tout aux Etats-Unis, qui avaient attribué aux Espagnols l'explosion accidentelle du cuirassé américain *Maine* dans le port de La Havane pour intervenir, attisa l'anti nord-américanisme. Les Cubains eurent d'abord un sentiment de frustration de s'être fait voler la victoire. Sentiment qui se transforma en violent ressentiment quand ils s'aperçurent que les Etats-Unis profitaient de leur rôle de « libérateurs » pour s'installer durant quatre ans en colonisateurs et donner aux compagnies américaines leurs grands domaines, imposer une base militaire à Guantanamo, s'arroger la diplomatie et la défense, sans oublier de se réserver le droit d'intervenir (amendement Platt, abrogé en 1934) en cas de menace pour les intérêts des Etats-Unis ou pour la paix sociale dans l'île; ce qu'ils ne se privèrent pas de faire en 1906, 1912 et de façon continue de 1917 à 1920, tentant de tirer les ficelles de la politique de l'île, s'opposant de 1934 à 1944 à Fulgencio Batista, jugé social-démocrate, soutenant le président Carlos Prio Soccaras en 1948.

L'aversion envers l'« impérialisme américain » cimentait l'imaginaire cubain avant même d'être énoncée par Fidel Castro. Elle n'était pas antinomique avec d'autres répulsions, puisque tout Autre peut être proclamé « ennemi », puisqu'il l'est d'une certaine mesure en raison du sentiment d'insularité. Malgré l'éloignement et en raison des intérêts du moment, Fidel Castro jouera de ce refus de l'Autre à l'encontre des Chinois (1966), des Russes (1967), des anciens colonisateurs portugais et de l'Afrique du Sud (lors de l'intervention en Angola). Néanmoins, les Etats-Unis resteront, et restent, par leur proximité. (Avec les Bahamas, Cuba est l'île la plus proche des Etats-Unis), par l'histoire des relations internationales, la puissance détestée.

Ce qui, en retour, signifie qu'il n'y a pas de « solution » pro-américaine à Cuba, et, plus généralement, pas de solution « étrangère », pas de solution non nationaliste d'alternance au castrisme.

Etatisme et goût du maternage utopien à Cuba

Sur Utopie, tout est donné par l'Etat, dirigé par un prince et 1200 sypho-rantes élus par les familles : temps de travail, rythme, heure de lever et de coucher, heure des repas (une trompette avertit), planification de la production et du logement social (il n'y a pas de propriété sur Utopie, pas même agricole), politique d'urbanisme, éducation publique et rééducation, santé, arts, spectacles...

A Cuba, Fidel Castro hérite d'un culte de l'Etat et d'un désir de maternage qui va lui permettre d'aller sur le chemin utopien. L'insularité a évité à l'archipel cubain cette caractéristique des Etats d'Amérique du Sud

d'avoir été des régions où les Etats se sont créés avant de chercher à fixer par des guerres leurs limites territoriales (13). A la différence d'autres îles-régime, il existe à Cuba avant l'arrivée de Castro une équation quasi parfaite : une île (archipel) = un ETAT.

Un Etat central très bureaucratique, en raison de l'échec des libéraux en 1917, quand ils s'étaient opposés à la réélection frauduleuse du général corrompu Mario Menocal. Un Etat qui contrôle les grandes activités publiques sur l'ensemble de l'archipel et la politique de redistribution, sous l'influence des différents dictateurs (nationalisations, notamment de l'électricité, journée de 8 heures...) puis de Fulgencio Batista, social-démocrate, ancien chef d'état-major, élu Président en 1940 avec le soutien des socialistes, des syndicalistes et des communistes (deux entrent au gouvernement) dans le cadre de la première constitution démocratique, qui imposera cette équation : « Justice = Etat omniprésent et omnipuissant, redistributeur des richesses, niveleur des inégalités sociales ». La période de troubles qui s'ouvre entre le départ de Batista et son retour à la suite d'un coup d'Etat en 1952 ne permet pas de réduire le rôle salvateur que les Cubains attribuent à l'Etat, bien au contraire en raison du nouvel échec des familles libérales pourchassées : toujours plus d'Etat, toujours plus de contrôle sur l'économique et le social. La dictature molle de Fulgencio Batista après 1952 (il amnistiera Fidel Castro deux ans après la tentative avortée de coup d'Etat de 1953 contre la caserne Moncada), trouvera à nouveau des alliés chez les communistes (presque jusqu'à sa chute) et les syndicats et poussera l'équation au paroxysme. Tout par et pour l'Etat, y compris la vente aux Etats-Unis de canne à sucre à des prix inférieurs à ceux du marché, avant que l'URSS ne les relaye.

En installant l'Etat total dans la première phase de la révolution, en persécutant la propriété individuelle et les comportements « antisociaux », en imposant une politique d'alphabétisation et de santé payée très chère par le Grand Frère utopien (l'URSS), en quadrillant l'île par ses Comités des Défense de la Révolution qui se présentent comme les assistances sociales de la population pauvre, des familles cubaines, Fidel Castro flattera jusqu'à l'extrême cette culture de maternage et en jouera admirablement. Il a su transformer cet Etat-Providence en Etat-Prévoyance, jouant sur les pulsions de ses concitoyens.

DE L'UTOPIE POSITIVE À L'UTOPIE CONCRÈTE

De cet héritage, Fidel Castro va s'emparer pour rendre effectif le modèle utopien. Un projet réalisé avec une perfection que personne n'avait imaginée dans l'histoire.

(13) *Géopolitique de l'Amérique latine*, François THUAL, Paris, Economica, 1996.

Simulacre du « focisme », réalisme politique d'Utopus-Castro

Comment le roi Utopus a-t-il pris le pouvoir sur Utopie ? Thomas More ne nous en dit pas grand-chose, sinon que ce fut fait rapidement, par la violence, par les « soldats de son armée » et un certain cynisme politique : le « travail imposé » à la population au service de la Cause du meilleur des mondes.

Comme dans les récits utopiens, c'est la force et le *réalisme*, le jeu avec les élites nationalistes et les Etats-Unis, qui décideront de la victoire de Fidel Castro. Et non la présence de montagnes, la vertu et le soutien populaire. Le « focisme » ne fut, en effet, jamais une vraie théorie mais un simulacre créé par la propagande castriste pour attiser le nationalisme : le « petit peuple » cubain, preuve de sa « grandeur », aurait gagné via Castro contre le Gargantua américain ; ce simulacre démagogique, Che Guevara, trop idéologue, ne le comprit pas : ce devait naturellement lui coûter la vie en Bolivie.

En réalité, lorsque Fidel Castro revient secrètement, avec 80 partisans, de son exil à Cuba, le 2 décembre 1956, pour tenter de conquérir l'île, il n'a aucune idée de ce que les montagnes pourraient lui apporter stratégiquement. Il ne décide d'utiliser la Sierra Madre que contraint et forcé, pour se réfugier après son attaque ratée à Alegria de Pio, qui a coûté la vie à la plupart de ses acolytes (10 survivants). S'il y établit un « *foco* » (foyer) de guérilla avec l'appui de quelques paysans chassés de plantations caféières, Fidel Castro n'est pas l'ennemi des « gros » propriétaires. Ancien avocat nationaliste, militant d'extrême droite du « Parti orthodoxe », il ne manque pas d'appuis chez eux. Il s'est fait connaître par sa lutte en 1953 contre Fulgencio Batista, soutenu par la gauche, notamment le parti socialiste populaire (nom du PC depuis 1944) ; Escalante, leader communiste cubain sera emprisonné lors de la prise de pouvoir. Fidel Castro est enfin arrivé à Cuba sur le fameux yacht *Granma* qui appartient à l'un des plus « gros propriétaires » de l'île.

A l'inverse, le colonel Fulgencio Batista, d'origine modeste, avait combattu le dictateur pro-américain Machado, renversé en 1933. Il avait été élu en 1940 par cinq partis de gauche, avait engagé des réformes sociales (la réforme du Code du travail) et fait entrer deux communistes au gouvernement en 1942. Son opposition, réelle, aux grands propriétaires et aux compagnies pétrolières, s'était perpétuée après le coup d'Etat de 1952, quand il menace la bourgeoisie d'un impôt exceptionnel au bénéfice des sans-emplois et lance une guerre sans merci contre la mafia qui s'était installée depuis 1946 et qui avait organisé de nombreux assassinats contre les hommes du dictateur social-démocrate.

Si Fulgencio Batista était l'homme à abattre pour les Etats-Unis, Fidel Castro apparaît comme la solution. Durant un an et demi, Batista a de quoi déloger de ces fameux « foyers » à la seule condition d'un appui des Etats-

Unis. Or, ceux-ci refusent leurs avions, organisent les désertions d'officiers et obtiennent le départ de Batista vers la république Dominicaine, contre la possibilité d'emporter un joli magot.

Nul ne croit, ni dans la bourgeoisie de La Havane ni à Washington, aux discours castristes sur le partage des terres, l'égalité et la société sans classes. Les assassinats par Che Guevara de paysans qui ne comprennent pas très bien le langage de la nouvelle utopie communiste n'inquiètent pas, bien au contraire. Des hommes qui prônent le bonheur du peuple et massacrent ceux qui leur résistent ou qui sont suspects (485 partisans de Batista en janvier 1959), cela ressemble étrangement à cette multitude de coups de force dictatoriaux dont les grands Etats se satisfont quand ils ont le sentiment que leur puissance et leur sécurité en seront augmentées. Inutile donc d'intervenir pour « endiguer le communisme », comme en 1954 au Guatemala. Un journaliste du *New York Times* présente même à toute l'Amérique ces courageux guérilleros qui luttent contre l'« odieux Batista » qui avait le tort d'avoir menacé les intérêts américains. Quand Manuel Urrutia est nommé Président de la République le 5 janvier et Fidel Castro, Premier ministre, tout ce monde est rassuré. Les communistes sont pourchassés. Dès le 7 janvier, le nouveau régime est reconnu par les Etats-Unis, le président Eisenhower félicite le nouvel homme fort, reçu à Washington comme un ami.

Et Fidel Castro, en disciple de Machiavel, intègre parfaitement cette donne. L'important c'est de prendre le pouvoir; qu'importe la couleur du chat, l'important est qu'il mange les souris. La première erreur des Etats-Unis d'Amérique est de ne voir en Castro que le partisan d'une vague utopie « positive », qui ne songerait pas à réaliser cet Idéal. La seconde erreur est de croire que la *Realpolitik* rapprocherait Castro des Etats-Unis alors qu'elle le contraignait à s'en éloigner.

Utopus et le réalisme cynique du démagogue Castro : nationalisme, isolement, socialisme

« Ce conquérant eut assez de génie pour humaniser une population grossière et sauvage », dit Thomas More évoquant l'œuvre d'Utopus. Il ajoute : « *Les peuples voisins en furent frappés d'étonnement (admiratif) et de terreur.* » On ne sait pas grand-chose de cette mise en place, l'imagination de Thomas More se contentant de renvoyer au travail forcé des habitants de l'île sous la direction du parti d'Utopus (ses guerriers). Il est néanmoins étrange de voir que ce sont ces deux sentiments qui vont dominer dans le monde face au système castriste : étonnement admiratif d'un côté sous couvert de romantisme, terreur de l'Autre.

On dissertera longtemps pour savoir si Fidel Castro-Utopus était déjà déterminé à se dire « communiste » quand il lança ses guerriers à l'attaque de la caserne de la Moncada à Santiago, le 26 juillet 1953. Ou s'il s'est

affiché tel par la force des choses. En tout état de cause, dans cette force, il nous faut moins souligner la détermination de certains de ses lieutenants, dont pas un seul n'était communiste, à l'exception de Che Guevara, que le conflit de pouvoir entre le président Manuel Urrutia et Fidel Castro.

Nationalisme, insularité, étatismes et sacralisation du pouvoir : les ingrédients du castrisme sont là, dès le départ. Il suffit d'en jouer. La même raison qui l'a fait jouer des ambiguïtés de son propre itinéraire, conduit Fidel Castro non pas, comme le veut la légende, à être fidèle à ses promesses – car il ne le sera pas – mais à construire Utopie pour obtenir son hégémonie sur la population et exclure du pouvoir ses concurrents, tous ses concurrents, jusqu'à ses propres amis : d'Huber Matos qui ira, dès 1959, pour 20 ans en prison, à Arnaldo Ochoa, exécuté en juillet 1989.

Jouer avec les Etats-Unis, c'était prendre le risque, en heurtant le « *nationalisme des pauvres* » (Brecht) et l'insularité, sinon de voir revenir Batista, du moins de perdre ce pouvoir dès qu'Urrutia sentirait le moment propice. Jouer les élites et le libéralisme, c'était prendre le risque de heurter la culture de redistribution et de voir surgir un nouveau démagogue qui le renverserait avec les mêmes promesses.

En avril, Fidel Castro commence une violente réforme agraire et exproprie les entreprises sucrières pour mettre Urrutia au pied du mur. Il exige de donner les terres aux paysans, les entreprises aux « travailleurs », d'assurer l'indépendance, la santé, l'éducation et la prospérité, de combattre la prostitution et le marché noir. Urrutia proteste contre ce processus révolutionnaire. Fidel Castro démissionne de son poste de Premier ministre, prend la population à témoin, organise le sabotage de l'exécutif par les « forces révolutionnaires », et voilà le concurrent Urrutia contraint au départ, remplacé par Osvaldo Orticos, plus malléable, plus sensible aux exigences castristes.

Pour flatter le nationalisme et alimenter l'imaginaire insulaire, Fidel Castro organise la rupture avec les Etats-Unis. Commencent alors des accords commerciaux avec l'URSS, qui, face au refus des Etats-Unis d'acheter le reliquat de sucre (700 000 tonnes), se porte acquéreur contre 300 000 tonnes de pétrole. C'est la dynamique de rupture avec le grand voisin qui plaît aux Cubains : devant le refus des grandes compagnies pétrolières américaines de raffiner, Fidel Castro les nationalise. Les Etats-Unis décident l'embargo et l'URSS offre des armes. « *Le socialisme ou la mort* », proclame Fidel Castro lors du débarquement de la baie des Cochons, le 16 avril 1961 et de la décision de blocus des Etats-Unis.

La crise des missiles qui commence le 14 octobre 1962, loin d'affaiblir le régime, lui donne les lettres de noblesse national-populiste dont il a besoin. Elle permet de mobiliser 270 000 Cubains armés pour défendre leur île menacée par l'étranger, et, du même coup, la révolution identifiée avec la

défense de la souveraineté nationale, et Fidel Castro lui-même, personnification de Cuba libre et souverain, Fidel Castro qui se sacralise ainsi dans l'inconscient collectif. La levée du blocus, après cette crise, le 21 novembre, n'ôtera pas au régime cette arme idéologique, insularité et nationalisme : il est nécessaire d'alimenter ce sentiment d'île assiégée, comme les pays soviétisés le font à la même époque. Fidel Castro profite des raids anticastristes de l'année 1963 comme des mouvements insurrectionnels de la sierra de l'Escambray en 1965, des accusations des uns, du blocus des autres, des diverses tentatives d'assassinat du « Lider Maximo » pour souder la population à son régime et à lui-même.

Le socialisme égalitaire se construit en même temps à grande vitesse transformant l'Etat-Providence en Etat-Prévoyance. La liberté promise ? La terre aux paysans ? Les usines aux travailleurs ? Les nouveaux « sages », qui seront les « sages vieillards » de l'an 2000, quadrillent bientôt l'île par les Comités de Défense de la Révolution et par le Parti uni de la révolution socialiste (créé en 1962, deviendra PC en 1965) pour trahir leurs promesses et conduire la population à avaler les couleuvres utopiennes.

L'Etat gère l'espace et le temps, des loisirs au travail. Et puisque cet Etat est « leur » Etat, ils doivent imaginer que ce qui ne leur appartient pas leur appartient : le tour utopien est joué. Après les terres, les grandes entreprises et les services, c'est, entre 1967 et 1968, une politique de nationalisation totale des petites entreprises, de l'artisanat. Tout est sous surveillance, du téléphone aux machines à écrire qui doivent être déclarées sous peine de 2 ans de prison. Tout est aux mains d'une administration boursoufflée, les appartements même sont propriété de l'Etat.

Et la population qui a déjà une lourde tradition d'appel à l'Etat, apprend chaque jour davantage à devenir dépendante. Rien ne s'opère plus par initiative individuelle. Ce sont les « sages » qui décident : lois, décrets, règlements, circulaires, il n'est pas un monceau de vie qui ne soit l'objet des soins du nouveau prince et de ses guerriers de la lutte des classes. Ce sont les Comités de Défense de la Révolution que l'on consulte pour l'école de l'enfant, les soins du plus grand, le logement, les transports, les fêtes... L'Etat tente de tout prévoir par planification économique, sociale et familiale.

Ce projet utopien nécessite le refus du pluralisme, même simulé comme le tentent les communistes polonais : il n'y a plus de classes sociales, plus de tensions, sinon manipulées par l'étranger, plus de raisons rationnelles « donc » de voir éclore le multipartisme : « *le multipartisme est une multicochonnerie* », dit encore Fidel Castro en octobre 1991, lors du 4^e congrès du parti communiste. Les droits politiques ne s'exercent donc que dans le cadre défini par le Lider Maximo. Cadre dont il est la figure centrale, copie du prince de Thomas More.

Utopus-Castro : sacre et sacré par le processus de ressemblance, identification, mystification

Pas d'Utopie sans prince tout-puissant, qui a une relation privilégiée avec le sacré. On l'appelle Utopus chez Thomas More ou, Hoh, le fameux métaphysicien, chez Campanella. Ils ont la fonction suprême de guider leur peuple et disposent de façon absolue du pouvoir temporel et spirituel. Ils sont assistés de ceux qui disposent de la fonction militaire, de la maîtrise des arts libéraux et mécaniques, de la pédagogie et de la surveillance. Le Guide est l'expression condensée d'une Cité où tout est *rationnel*. Campanella place symboliquement le chef d'Etat sous le chiffre 7 divin : surface de sept miles, au pied d'une colline composée de sept parties. Thomas More sous l'Un, le Prince unique qui gouverne avec ses conseillers les 54 villes spacieuses, toutes identiques, distantes de 24 miles. Dans cette société où les troubles sont illégitimes et viennent de l'Autre, d'au-delà de la mer, le lien sensé nourrir cette communauté cubaine est affectif. Sous le règne de la raison, de la justice et des valeurs morales, il s'appelle « amour », fraternité, solidarité. Et le prince est la personnification et le garant de cette Cité souveraine protectrice.

Fidel Castro construit durant quarante ans sa figure sacrée de « Lider Maximo », Très Saint-Père de la révolution, guide d'une île sans lui menacée de disparition, garant d'un Etat-Prévoyance souverain, apôtre messianique d'une révolution sociale égalitaire. Dès le début des années 60, au sommet de la pyramide étatique, il est passé du statut d'Homme-Providence à celui d'Homme-Prévoyance. Un statut qu'il gardera jusqu'au tournant du siècle : il protège contre les tentations du Mal auxquelles les ex-pays frères utopiens ont succombé, incapables d'éviter les pièges de la société marchande.

Il n'aura de cesse de renforcer les pouvoirs du parti et de Président, qui sont les siens, notamment par la réforme de 1992 quand il est effrayé par les conséquences des bouleversements intervenus en URSS : l'élimination des hommes au pouvoir. Son visage est partout, les média martèlent et commentent ses discours, la population est mobilisée autour de lui dans des meetings monstres où il est obligatoire de participer. Il est de tous les événements sportifs, car il a saisi l'importance de cette activité pour mobiliser l'esprit national à son profit. Il ne représente pas Cuba, il est Cuba.

Ressemblance-identification-mystification : il réussit ce que Robespierre avait raté au Champ de Mars. De la divinité, il tente les caractéristiques majeures : omniscience, omnipotence, bonté.

Il est le savoir incarné, lumière du marxisme-léninisme. Son omniscience ne prête pas à contestation sous peine de répression sévère. Même dans les moments apparemment « impossibles » : c'est lui qui proclame, contre le virage de Mikhaïl Gorbatchev, en mars 1986, la « *castroïka* », reprise en main révolutionnaire, avec recentralisation et étatisation de l'économie, dont il

avait accepté timidement l'année précédente d'entrouvrir les portes. Fidel Castro est le dirigeant communiste au pouvoir qui, avec les Chinois, prend le plus à partie la perestroïka, rompant finalement avec Gorbatchev, alors que son aide économique est indispensable à Cuba. L'arrivée de Boris Eltsine ne réduit pas l'hostilité au régime russe, bien au contraire. Castro a raison aujourd'hui contre Moscou comme hier contre Pékin, car il est la Raison incarnée telle qu'on l'apprend dans les écoles et les assemblées.

Omnipotence : Castro est partout, par son église partidaire et ses CDR qui aident officiellement les démunis et le « peuple ». Alors même que le monde communiste s'écroule, il continue son œuvre. Son église confesse les hésitants, les pécheurs du socialisme, ceux du marché noir et de la prostitution, les militants et anciens combattants fatigués qui ne croient plus au socialisme, bref tous ceux, et avec le temps ils sont de plus en plus nombreux, auxquels il faut beaucoup pardonner, parce que le régime ne peut survivre selon sa propre logique. Il est partout aussi, comme hier, prêt à punir, homme du Jugement dernier et du dernier recours pour des centaines de milliers de Cubains, exilant, persécutant, emprisonnant, rouant de coups, exécutant.

Bonté : un homme « simple » dit de lui la propagande. Ses représentations en font un homme proche de la sainteté. On le voit fumer un cigare ou jouer de la balle, serrer des enfants dans ses bras, prononcer des discours de libération nationale, de générosité sociale, œuvrant ici pour libérer les prisonniers politiques d'Afrique du Sud, là pour dénoncer la situation faite aux Noirs des Etats-Unis. La propagande le montre du côté des pauvres et des faibles, des malades et des impotents. Il est à l'écoute des humbles, facile d'accès à l'image de son habit.

Omniscient, omnipotent et bon : la propagande a bénéficié des échecs de toutes les tentatives d'assassinat contre lui pour forcer l'image et elle l'a montré aux côtés du Pape comme son égal, d'une certaine façon proche des cieux, alors même qu'il a officiellement admis la liberté religieuse depuis 1992, un clin d'œil pour coller encore un peu plus à l'imaginaire du pays réel alors même que le pays réel vit dans l'imaginaire.

Loin de l'affaiblir, la crise économique qui ne cessera plus à partir des années soixante-dix, renforce sa sacralisation. Un chef qui est capable de passer outre à la notion d'« intérêt », au point d'attaquer violemment des Etats (Etats-Unis, puis URSS) qui permettent à l'île de survivre, est un homme nécessairement désintéressé, incapable de transiger par intérêt, qui vit selon le Bien et n'a que cette valeur en vue. Autant dire qu'aucune réalité n'a de prise sur cette image de sainteté.

Autant dire que l'alternance souhaitée par la multitude des opposants, divisés sur l'après-castrisme en raison même de la nature du castrisme, appelle plus que la disparition du Lider Maximo : un bouleversement des

mœurs pour casser les résistances qui sont celles même de l'imaginaire cubain.

UTOPIE CASTRISTE : TERREUR, GUERRE
ET MEILLEUR DES MONDES POSSIBLES

L'autre versant de l'utopie, comme le devinait le philosophe Leibniz, c'est que ce meilleur des mondes est largement inférieur aux mondes auxquels elle prétendait offrir l'Idéal de contre-modèle.

La Terreur utopienne pour assurer le Bien

Inutile de rappeler que sur l'île d'Utopie, la terreur est quotidienne pour toutes les dissidences. L'adultère conduit à l'esclavage, la récidive à la peine de mort, sauf lorsque le prince accorde la possibilité de rééducation, la sollicitation à la « débauche » équivaut au viol et envoie aux mêmes peines. Mort encore pour les esclaves qui tentent de se sauver, les voleurs, les « méchants », puisque toute délinquance est l'aveu d'une participation à l'œuvre diabolique du Mal.

De sa création à aujourd'hui, le régime castriste a su reproduire le modèle. Le contrôle est devenu de jour en jour plus total. En avril 1971, comme sur l'île d'Utopie, une « loi antiparesse » contraint chaque Cubain à travailler sous peine d'emprisonnement, ce qui, corrélativement, fait vivre sous la menace de privation de travail et d'emprisonnement pour deux ans de travail forcé ceux qui critiquent le régime. Ils seront des dizaines de milliers dans ce cas. La « loi de dangerosité » permet d'enfermer les suspects avant tout délit.

Il y a 500 prisons et centres de détention à Cuba, 100 000 à 300 000 détenus pour 11 millions d'habitants, dont plusieurs centaines de « politiques » d'après Amnesty International, plusieurs milliers selon les opposants. Mais comme le dit Castro, le 18 novembre 1988 : « *Nous n'avons pas de prisonniers politiques, nous avons des prisonniers contre-révolutionnaires* » ... qui « *militent contre le progrès* ».

La terreur quotidienne est conduite par les « Comités de Défense de la Révolution », les Brigades d'intervention rapides et les groupes de « bons citoyens en colère » qui débarquent chez les dissidents pour les brutaliser, leur lancent des pierres, les insultent, les abreuvent de coups de fil orduriers, ou bien, comme l'avocat Juan Carlos Gonzales Leyva, on interrompt leurs conversations et leur adresse des factures de téléphone dissuasives ... A Guane, province de Pinar Del Rio, Jasmin Perez Porra, déléguée du mouvement de Réconciliation, est arrêtée par les CDR, passée à tabac puis enfermée dans un cachot sans lumière. A Manzillo, Laeticia Gomez Arias, opposante notoire, membre du Comité pour les droits de l'homme, est attaquée

à 150 mètres de chez elle par des « bons citoyens », il lui est interdit de venir dans son propre quartier et elle est suivie toute la journée. Les opprimés vont-ils se plaindre ? Ils reçoivent une amende pour « troubles de l'ordre public ».

Tout le monde craint la Loi de conformité (« *Ley de idoneidad* ») qui prévoit l'expulsion de son travail de tout homme ayant une attitude hostile ou indifférente à la révolution. On y craint aussi les « actes de répudiation » (« *actos de repudio* »). Ainsi, à La Havane, Efrén Martínez Pulgarón, « répudié », voit sa maison sabotée s'effondrer ... Va-t-il se réfugier chez des voisins compatissants : la police intervient pour le déloger : il doit être vagabond et condamné ou se soumettre à la loi de Castro.

Le régime ne recule devant aucune abjection, exigeant des familles qu'elles condamnent publiquement le dissident. Le docteur Ramon Humberto Colas Castillo, membre de « Solidarité démocratique », est expulsé de son logement et les guerriers de Fidel Castro demandent à son épouse, professeur au centre universitaire de Las Tunas, de divorcer. Elle refuse et perd « donc » son emploi. Ils sont plusieurs centaines dans ce cas. Antonio Manuel Gonzales Castellanos est arrêté le 2 octobre 1998 et de violentes pressions sont organisées sur la famille. Sa mère se plaint. Erreur. Castro envoie ses sbires qui couvrent de graffiti sa maison. Puis 2 000 personnes sont acheminées devant son domicile qui n'hésitent pas à molester (doux euphémisme) le reste de la famille.

Demandent-ils, ces dissidents, une autorisation de sortie du territoire ? A Villa Clara, en octobre 1999, Lazaro Garcia, secrétaire général du Parti des droits de l'homme et Julio Santos Gonzales, membre du même parti, sont arrêtés pour tentative de fuite « illégale » du pays. Pas de règle ici, sinon celle de la Terreur, comme dans le totalitarisme classique : Maria de Los Angeles a, elle, été sommée de s'exiler. Même demande au journaliste Arce Cabrera qui, entre 1997 et 1998, a subi 21 détentions, 2 actes de répudiation, 2 agressions physiques « spontanées » dans la rue, interdit de se rendre à La Havane, il perd son emploi, sa femme est menacée, ses lettres sont ouvertes, de nuit comme de jour des appels anonymes ont bercé ses rêves, et il doit accepter l'exil quand on lui annonce, sinon, qu'il subirait le sort de Bernado Arevalo Padron, condamné à 6 ans de prison ferme pour « insulte au Commandant en Chef », Fidel Castro.

Qu'est la prison cubaine quand on est dissident ? Le règne, sans appel ni témoins, de la Terreur. Les dissidents y ont droit à un régime de « faveur » : 70 grammes de nourriture par jour, privation de sommeil, visites interdites, absence de suivi médical. Ainsi Sebastian Arcos Bergnes, enfermé durant des années à la prison d'Ariza Cienfuegos, a été totalement privé de soins à la demande personnelle de Castro. Les autorités ont attendu qu'il soit moribond, pour le sortir et l'envoyer précipitamment en exil : il meurt 6 mois plus tard. Multiplier les exemples serait fastidieux. Un peu de curio-

sité sur le Net permet néanmoins de dresser la liste exhaustive des pratiques dignes des camps vietnamiens utilisées pour briser ces « odieux contre-révolutionnaires ».

L'île d'Utopie que le navigateur de Thomas More rêvait de retrouver est celle que des centaines de milliers de Cubains ont fui ou désirent fuir. Alors que, paradoxalement, des millions d'autres continuent à la rêver, sous la puissance du simulacre, que là où est la terreur se cache le Bien.

Guerres utopiennes « justes » pour oublier le pain

Les Utopiens « *ne font jamais la guerre sans de graves motifs* » : pour défendre leurs frontières, pour aider leurs alliés ou « *pour délivrer de la servitude et du joug d'un tyran un peuple opprimé par le despotisme* », écrit Thomas More. Ils la font aussi « *si les colons rencontrent une nation qui repousse les lois de l'utopie, ils chassent cette nation de l'étendue du pays qu'ils veulent coloniser* ». Bref : la guerre juste est une nécessité et la révolution utopienne s'exporte. Campanella, de son côté, n'avait pas hésité à soutenir une intervention échouée, en Calabre, au nom du même principe.

Le Castrisme, veut lui aussi assurer la « grandeur » par la « guerre juste », détournant à sa façon la thèse de Thomas d'Aquin (14) : pour Fidel Castro la guerre est juste si elle dénote une volonté d'établir une paix sans haine, si la cause est juste, et si elle est déclarée par autorité légitime qui exclut le mensonge... Or l'autorité légitime s'appelle Fidel Castro, il détermine par son savoir les causes justes et professe un objectif de paix qui ne peut être effective que par la victoire du socialisme, le capitalisme « *apportant la guerre comme la nuée l'orage* ».

Si l'on qualifie l'une des parties d'« ennemi injuste », on aboutit, rappelait Kant, à une guerre d'extermination (15). Et c'est bien cela qui couve, alors même que les Cubains vivent dans l'illusion de la guerre juste. Lors de la crise des missiles, Fidel Castro avait été ravi d'accueillir 42 000 militaires soviétiques et 45 ogives nucléaires. Et le 28 octobre 1962, le « Lider Maximo » écrit à Khrouchtchev pour lui conseiller de lancer une attaque nucléaire contre le Mal, les Etats-Unis. Une guerre juste pour un holocauste nucléaire puisque même dans le cadre de la doctrine de réponse graduée défendue par les Etats-Unis alors, les autorités de Washington indiquaient clairement qu'en cas d'attaque du territoire américain la riposte serait massive.

Le refus de Moscou de poursuivre le cheminement maritime des forces nucléaires qui devaient s'installer sur Cuba, devant la détermination américaine, déçoit le « Lider Maximo ». Il le fait savoir. Il n'en conclut pas à l'abandon de la politique de « guerre juste ». Faute d'attaque frontale au

(14) *Summa Theologia*, II, II, qu. 40.

(15) *Projet de paix perpétuelle*, Paris, Vrin, 1947, p. 9.

centre du système bipolaire, il choisit d'exporter la révolution dans certains sous-systèmes ou de déstabiliser des puissances moyennes, partout où l'URSS le jugera possible par Cuba interposé.

On s'est interrogé sur l'irréalisme cubain. On a eu tort. Il ne s'agit que d'une application de la vision réaliste, à la mode cubaine, des relations internationales. La guerre est nécessaire pour compenser par des victoires un déficit du côté nationaliste et alimenter cette mamelle de son pouvoir. Comme on le voit lorsque Fidel Castro lance une grande campagne sur l'aide accordée aux « frères » du Nicaragua (qui sera annulée en 1990), alors même que les Cubains en sont réduits à une ration de pain journalière de 100 grammes. Si l'idée de Guevara d'aller vagabonder en Bolivie n'a pas son accord, en raison de son caractère aventureux et parce que Castro n'a jamais été dupe de la théorie du « focisme », à l'inverse, il soutient les entreprises de déstabilisation dans les sous-systèmes, en particulier le terrorisme, « Carlos » et nombre de pirates de l'air, et lance des interventions militaires à partir du moment où elles ont l'accord du frère soviétique.

Certes, ces interventions ne prouveront pas toujours la « grandeur » de Cuba. Il arrive que le « réalisme » se heurte à la réalité. Ainsi, les troupes envoyées dans l'île de la Grenade pour soutenir le régime pro-castriste se rendront sans combattre en octobre 1983, face à l'intervention américaine. Ce qui contraindra Fidel Castro à dégrader les officiers pour ne pas perdre la face dans sa propre opinion publique, alors même qu'il sait que toute résistance aurait conduit ses hommes à la mort. Mais globalement, ces interventions auront bien l'effet de mobilisation escompté : faire oublier la situation catastrophique de l'île.

La règle du cynisme s'auto-expose lors de l'envoi de 5 000 hommes en Ethiopie contre la Somalie « par solidarité anti-impérialiste », en 1977, puis de 17 000 hommes. Elle doit tout à cette conception de la « guerre juste » déterminée par le Lider. La Somalie était encore la veille le frère menacé par les visées impérialistes de l'Ethiopie. La prise de pouvoir d'un régime pro-soviétique en Ethiopie, pays plus puissant que la Somalie, provoque un changement d'alliance de l'URSS qui soutenait auparavant, au nom de cette même « solidarité », la Somalie contre l'Ethiopie. Cet effort de guerre intervient l'année qui suit la dénonciation de l'accord avec les Etats-Unis sur l'extradition des pirates de l'air. Le principal est de faire la guerre. Et, si possible, de la gagner.

De même, l'intervention « prolétarienne » de 1975 en Angola, qui devait durer 16 ans et conduire 310 000 Cubains sur place à côtoyer Sida et affrontement (10 000 morts), est avant tout destinée, hors le service rendu à l'URSS, à montrer à la population noire et métis que malgré le monopole du pouvoir détenu à Cuba par les Blancs, leur archipel est bien conforme à l'Idéal libérateur affiché, fer de lance de la lutte contre l'Afrique du Sud et le racisme et que le prix économique de ce goût de la Justice doit être

payé. Et cela alors même que l'indépendance de la Namibie, en 1989, clôt une période de décolonisation avec possibilité de victoire politique à la clef.

Pour tous les Cubains, est ainsi confirmée la grandeur de leur nation. Leur rang international, dont, en janvier 1967, la création de la Tricontinentale à La Havane, où 57 délégations de militants révolutionnaires se retrouvent, avait confirmé l'éclat. Tout comme la visite du Pape, celle de François Mitterrand (1995) ou des chefs d'Etat et de gouvernement d'Amérique latine (1999), ces actions violentes et diplomatiques visent à maintenir l'illusion que la misère réelle est apparente, et réelle la gloire apparente.

La puissance du meilleur des mondes : drogue, corruption, prostitution, misère

Alors que l'Utopie décrivait un monde où chacun vivait en fonction de ses besoins, force est de constater que la réalité présente un visage qui n'aurait pas étonné Leibniz. Cuba qui a incarné l'utopie idéale, montre aujourd'hui ce que produit une telle organisation politique sans démontrer aux Utopiens-Cubains qu'il faut changer de régime immédiatement.

Des projets de bonheur, que reste-t-il ? Soutenue par l'URSS qui lui assurait des contrats à long terme pour l'exportation de sucre à des prix supérieurs à ceux du marché, l'archipel utopien a pu, en partie, longtemps cacher son échec économique. Les plantations de sucre regroupées dans des fermes d'Etat n'ont pas même pu, en 1970, tenir le pari de Fidel Castro qui voulait doubler la production pour investir dans l'industrie (10 millions de tonnes), et cela alors même que tous les autres secteurs de l'économie étaient désorganisés. Qu'importe puisque le bonheur est toujours pour demain et qu'une telle bévue a pu souder la population autour de son Lider Maximo et l'échec être mis sur le compte de l'impérialisme américain.

Depuis, l'économie reste en crise structurelle. Une agriculture rendue au plus bas, queues devant les boulangeries dégarnies, absence d'aliments de base, industries sinistrées, bâtiments (hors les hôtels de tourisme et ceux de l'administration) en ruine, arrêt des mines de nickel, pénuries des sources d'énergie, une monnaie qui ne vaut plus rien, un dollar roi... L'archipel, qui a vu son PNB décliner avec la chute de l'URSS, paye son insularité épurée, son national-communisme et son étatisme totalitaire. Fidel Castro a dû accepter le dollar, l'« agriculture de subsistance » du « temps de paix », et ouvrir l'île aux investissements du fameux monde « capitaliste » honni.

Cette île qui prétendait être un parangon de vertu, est devenue en quelques années le paradis des trafiquants de drogue, ceux-là mêmes que chassait Fulgencio Batista. Ce que Fidel Castro a reconnu en 1989 pour en accuser le général Ochoa, ancien commandant du corps expéditionnaire en Angola, qui avait commis l'erreur d'appuyer Gorbatchev. Alors même que tout Cuba sait que le trafic est organisé directement par les services du frère

de Castro. Une façon, sans doute, de trouver le paradis promis par Fidel Castro.

Il n'est pas jusqu'à la prostitution, qui avait été l'un des chevaux de bataille du jeune Castro, prétendument organisée par les Etats-Unis, qui ne soit semi-institutionnalisée, tolérée par un régime peu scrupuleux, en quête de dollars. Tolérée mais inavouée, le Bien ne le supporterait pas. Aujourd'hui sans le tourisme, les cigares, la canne à sucre, la musique, la prostitution et la drogue, pas de survie. Sans l'Autre donc, l'île utopienne sombrerait, alors même que sa situation géostratégique, au cœur de la Méditerranée américaine, lui offre des atouts qu'aucune autre île des Caraïbes ne possède.

Mais vivant dans un pays d'imagination, la plupart des Cubains ne se révoltent pas. Ils traînent seulement des pieds, continuent d'adorer leur Lider Maximo, rapportant leur misère à de mauvais conseillers, à des ennemis souvent imaginaires, à des trahisons, au temps, à la fatalité. Et l'opposition qui ne sait comment combattre cet imaginaire insulaire, composée de strates qui ont pour la plupart collaboré avec le régime et la mise en place du système utopien, ne parvient pas à remettre en cause les fondements de l'utopie elle-même et, en conséquence, à s'unifier autour d'une plate-forme démocratique minimale.

Quant à savoir si ce monde utopien qui se voulut non marchand, où tout est à présent marchandise, jusqu'aux corps des femmes et des enfants, vaut mieux que ce monde imparfait de la concurrence économique et politique, ce monde du malaise dans la civilisation qui vit de tensions et de conflits ? Il est probable qu'un jour les habitants de l'île d'Utopie-castriste répondront en écho à Leibniz : « *notre monde utopien était fort inférieur au vôtre* ».